

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21930 - 81ÈME ANNÉE

## Notre pays exclu de la dynamique du Sud global

### La Réunion et le G20 : les effets de l'aliénation

Les 22 et 23 novembre, le G20 a tenu un sommet en Afrique du Sud. Cette rencontre a été marquée par l'adoption d'une déclaration soutenue par le Sud global promouvant de nouvelles relations internationales débarrassées de l'hégémonie occidentale. Pays africain, La Réunion est membre à part entière du Sud global qui rassemble les pays libérés du colonialisme occidental. Paradoxalement, la voix de La Réunion à ce sommet était portée par un dirigeant occidental, le président français venu pour défendre les intérêts de son pays en plein déclin en Afrique qui utilise La Réunion pour base de sa contre-attaque car nous hébergeons gratuitement une des dernières bases militaires françaises en Afrique. Ce paradoxe n'émeut guère la classe dirigeante à La Réunion, ce qui donne une idée de l'ampleur de l'aliénation subie par notre peuple.

Les 22 et 23 novembre, le G20 réuni en Afrique du Sud a acté une rupture symbolique : l'adoption d'une déclaration, portée par le Sud global, appelant à des relations internationales affranchies de l'hégémonie occidentale. Une voix puissante s'élève de notre continent, célébrant l'émancipation et la coopération Sud-Sud. Dans ce chœur des pays libérés, une dissonance criante persiste : celle de La Réunion.

#### La Réunion, porte-avions gratuit pour la dernière base militaire française dans la région

Pays africain, peuplé des descendants de ceux que l'Occident a asservis et déportés, La Réunion est, par son histoire et sa géographie, une membre à part entière de ce Sud global. Pourtant, au sommet, notre voix a été confisquée, portée par le président français. Le représentant de l'ancienne puissance coloniale, dont l'influence en Afrique s'effrite, est venu défendre les intérêts de son pays. Et La Réunion, dans ce jeu géopolitique, joue un rôle honteux : celui d'une plateforme arrière, d'un porte-avions gratuit pour la dernière base militaire française dans la région. Nous hébergeons, à nos frais, l'instrument de la contre-offensive néocoloniale de Paris.

Ce paradoxe absurde n'émeut guère notre classe dirigeante. Son silence est l'illustration de l'aliénation profonde qui ronge notre peuple, séquelle vivace de trois siècles de colonisation et d'esclavage. Cette aliénation, c'est un poison qui coule dans nos veines et paralyse notre volonté.

#### Peur viscérale de déplaire au « bailleur de fonds » parisien

Elle se manifeste par la peur : la peur viscérale de déplaire au « bailleur de fonds » parisien, ce qui étouffe dans l'œuf toute velléité de responsabilité. Elle se nourrit d'une dépendance totale — politique, économique, culturelle —, une paresse institutionnalisée qui laisse un pays lointain dicter le destin de notre économie. Enfin, son symptôme le plus tragique est le rejet de notre identité africaine. On nous a persuadés que notre avenir était une lueur pâle venue d'Europe, nous faisant renier la chaleur du soleil africain qui nous voit naître.

Cette aliénation nous aveugle. Elle nous pousse à ignorer les profonds bouleversements positifs issus du Sud global, notamment la dynamique de coopération mutuellement bénéfique entre l'Afrique et la Chine, dont nous sommes cruellement exclus. Pendant que nous regardons avec envie vers une Europe minée par la résurgence des extrêmes droites racistes — des forces que l'Union soviétique communiste avait contribué à terrasser il y a 80 ans en vainquant le nazisme —, nous tournons le dos aux opportunités et à la solidarité de notre continent naturel.

#### Briser ces chaînes mentales

Il est temps de briser ces chaînes mentales. L'urgence incombe aux premières victimes de ce système néocolonial : notre jeunesse au chômage, nos familles plongées dans la précarité, tous ceux que le modèle actuel condamne à la marge. Les victimes doivent être organisées pour prendre la tête de la lutte pour notre libération psychologique et politique.

L'objectif est clair : que La Réunion, enfin réconciliée avec son âme africaine, puisse s'intégrer pleinement au Sud global. Cette intégration n'est pas un slogan ; c'est la clé pour résorber les pénuries d'emploi et de logement, pour

construire une économie qui nous appartienne. Tourner la page de la décolonisation, c'est œuvrer à faire émerger, à l'horizon de nos luttes, une Réunion libre, développée et démocratique. Une Réunion qui aura chassé le racisme, poison hérité de la plantation et réintroduit par l'assimilation à la

France qui mine encore la cohésion de notre peuple d'immigrants. Notre place est parmi les bâtisseurs du nouveau monde, pas parmi les vestiges des empires. Reprenons-la.

*M.M.*

## Riziculture : la coopération Japon–Madagascar, un modèle dont La Réunion peut s'inspirer

**Le projet PAPRIZ3, mené par Madagascar et la JICA, a transformé la riziculture : diffusion du Paquet Technique PAPRIZ, rendements jusqu'à 5 t/ha, 84 000 ha modernisés, 4 000 formateurs paysans, renforcement des AUE et modernisation de la chaîne de valeur. Un modèle de coopération réussie dont La Réunion pourrait s'inspirer pour renforcer souveraineté alimentaire et organisation locale.**

À l'heure où La Réunion cherche à renforcer sa souveraineté alimentaire et à moderniser ses filières agricoles, l'exemple venu de Madagascar offre un éclairage précieux. Les 18 et 19 novembre 2025, la cérémonie de clôture du projet PAPRIZ3 a mis en lumière une réussite exemplaire de la coopération entre le Ministère malgache de l'Agriculture et de l'Élevage et la JICA. Un partenariat qui, en une décennie, a transformé la riziculture du pays grâce à un accompagnement technique, organisationnel et humain d'une ampleur rarement atteinte dans la région.

### Organiser les producteurs

Au cœur du projet, un système de vulgarisation en cascade a permis de diffuser massivement le « Paquet Technique PAPRIZ » (PTP), désormais reconnu comme technique officielle nationale. Cette innovation méthodologique a fait ses preuves : dans les zones d'adoption, les rendements ont atteint 5 tonnes par hectare, une progression majeure pour les producteurs. Sur les 200 000 hectares de plaines irriguées concernées, 84 000 hectares appliquent déjà ces pratiques améliorées. L'implication de 400 formateurs techniques, épaulés par 4 000 formateurs paysans, a garanti un transfert de compétences durable et ancré localement.

Le projet a également renforcé l'organisation collective, en accompagnant cinq « sites modèles » dans la structuration des Associations d'Usagers de l'Eau et des organisations paysannes. Les progrès en gouvernance locale, en gestion hy-

draulique et en coordination communautaire démontrent combien l'efficacité technique dépend aussi de la cohésion sociale. Cette dimension organisationnelle, souvent négligée, constitue l'un des points les plus inspirants pour La Réunion, où la gestion de l'eau et l'entretien des canaux restent des enjeux majeurs.

La montée en compétence des acteurs a été un autre pilier clé : 60 étudiants en Master II ont bénéficié de formations spécialisées ; la production de semences de base a été améliorée ; l'accès aux semences certifiées facilité. Le renforcement de la chaîne de valeur s'est appuyé sur une collaboration structurée avec 6 fédérations, 80 AUE et 17 coopératives, accompagnée d'une optimisation des plans d'affaires, de la gestion financière et de l'entretien des infrastructures.

### Réduire les pertes et améliorer la qualité

En aval, PAPRIZ3 a introduit une modernisation bienvenue : batteuses motorisées, systèmes de stockage améliorés, méthodes 5S/Kaizen dans les rizeries — notamment à Mahitsy — pour réduire les pertes et améliorer la qualité. Le MINAE a d'ailleurs classé officiellement PAPRIZ3 comme modèle national pour la promotion de la riziculture.

Pour La Réunion, cette expérience réussie ouvre plusieurs pistes : renforcer la formation de terrain, diffuser plus largement les innovations techniques, structurer davantage les organisations d'usagers et moderniser les infrastructures locales. Autant de leviers pour bâtir une agriculture plus autonome, résiliente et durable à condition d'arrêter de tout attendre de Paris. Madagascar montre la voie : la coopération, l'exigence et l'organisation peuvent, ensemble, transformer une filière tout entière.

*M.M.*

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

# COP 30 : accord de Belém soutenu par 195 délégations

**Le « Paquet de Belém » est le nom de l'accord conclu à la COP30. Les 195 Parties qui ont adopté cet accord historique à la COP30 viennent d'écrire une page décisive pour notre avenir. Leur message est clair : l'ère des promesses non tenues est révolue, place à l'action. Et cette action, ils l'ont placée sous le signe de la justice et de l'équité.**

Alors que nous étouffons ici, à La Réunion, sous le poids d'un modèle économique hérité de la colonisation, le monde invente à Belém les outils de notre survie collective. Le mécanisme pour une transition juste adopté au Brésil est une feuille de route pour bâtir un avenir où les peuples, et non les profits, sont au cœur de la lutte climatique. Il vise à permettre des transitions équitables et inclusives, fondées sur la coopération internationale et le partage des savoirs. Une notion qui devrait résonner comme une évidence dans notre île, où la justice sociale est si souvent sacrifiée sur l'autel des intérêts privés et d'une dépendance paralysante.

La Réunion, île tropicale africain, est en première ligne face au dérèglement du climat. Alors que la COP30 s'engage à tripler le financement de l'adaptation d'ici 2035 et lance des initiatives pour débloquer des milliers de milliards de dollars pour la résilience, où est notre stratégie ? Où est notre voix pour exiger notre part de ces fonds et pour participer à cette dynamique ? Nous risquons encore une fois de regarder passer le train de l'histoire, englués dans des rapports néocoloniaux qui nous coupent des solidarités et des financements climatiques dont nous avons un besoin vital.

## Quelle stratégie pour La Réunion après la COP 30 ?

Les annonces concrètes fusent de Belém :

Le Mécanisme Tropical Forests Forever, avec 6,7 milliards de dollars déjà mobilisés, rémunère les pays pour la préservation de leurs forêts. Notre forêt primaire, joyau mondial de la biodiversité, ne mérite-t-elle pas une telle reconnaissance, au lieu de rester un simple décor pour touristes européens de plus en plus rares que l'on grignote pour des projets immobiliers ou des routes inutiles ?

Le Plan d'Action Belém pour la Santé, doté de 300 millions de dollars, cible le Sud. Dans nos hôpitaux saturés, face aux nouvelles maladies que le change-

ment climatique amène, cet appui serait une bouffée d'oxygène.

L'initiative FINI vise à rendre les Plans Nationaux d'Adaptation (PAN) bancables. Nous avons-nous seulement un PAN ambitieux, capable d'attirer ces investissements ?

La réponse est souvent la même : nous attendons les orientations, les budgets, la validation de Paris. Cette dépendance est un suicide à l'heure où le monde accélère. Le « Paquet de Belém » est la preuve que le multilatéralisme peut fonctionner, mais il exige des acteurs forts et déterminés. Sommes-nous capables de cette détermination, ou allons-nous continuer à être les spectateurs passifs de notre propre naufrage ?

La classe politique réunionnaise doit sortir de sa torpeur. Elle doit cesser de regarder vers une Europe vieillissante et divisée qui ne répondra jamais à l'urgence de notre situation. Le centre de gravité du monde bascule vers le Sud global, et Belém en est la démonstration éclatante. Notre salut est dans notre géographie, dans notre identité africaine.

Il est temps que la société civile, les jeunes, les syndicats, les entrepreneurs conscients, s'emparent de cet agenda de Belém. Exigeons des comptes. Exigeons que La Réunion se dote d'une véritable stratégie climatique alignée sur les ambitions du Sud global. Exigeons que notre île cesse d'être un fantôme dans les négociations internationales pour devenir un acteur de la solution.

Le « Mutirão Global » – cette mobilisation collective prônée par la COP30 – doit naître ici, dans nos villes, dans nos cirques, sur nos littoraux. Notre avenir ne se décidera pas dans les antichambres ministérielles parisiennes, mais dans notre capacité à nous reconnecter aux dynamiques de notre continent et à forger notre propre destin, juste et durable.

**M.M.**

# Oté

## « Out afèr-la lé konm boudin kui dann vant koshon » : In kozman pou la rout

Mézami boudin kui dann vant koshon sa la pa in n'afèr i trouv fassilman. I pé mèm dir sa in n'afèr i trouv pa.

Alor, pou kossa nout kozman zordi-la. Sirman sé kan in moune i prezante in n'afèr lé pa tro sir, mèm lé pa sir ditou alor sak néna lo pyé sir tèr, i panss tousuit kozman-la.

Sa i fé panss amwin in zistoir dann tan lontan : in moune l'avé ashté in kamyon éspéssyalman pou li alé rode gouni dann sid pou ramenn dann nor épi fèr in bon afèr. Son madam té pli réalist ké li é la di ali lo kozman mwin la marke an-o la. Konm pou dir ali out lantropriz lé pa pou réissir.

Rézilta : lo kamion la parti dann sid pou ramenn gouni dann nor. Li l'ariv dann sid, li la sharj gouni laba Sin-Filip dann sépa kèl trou d'dyab é kamyon la tonm an pane par-la koté zaviron é konm i di l'arèst la pou manz zèrb.

Lo madam la anparl sa konm in zistoir èl l'apèl èl-mèm « bann gouni Moro » Vik son mari téi apèl lo nom la.

Alé ! Mi kite azot rofléshir la dsi é ni rotrov pli dvan, sipétadyé.

*Justin*